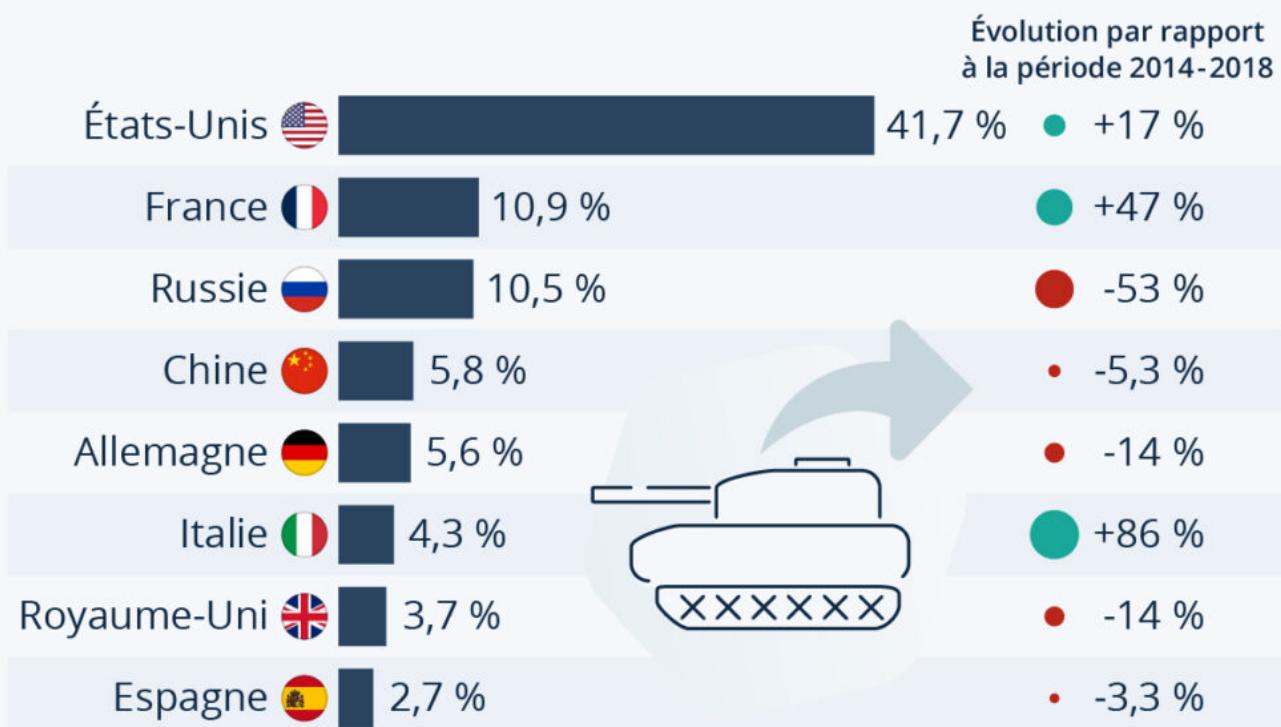


Ecrit par le 14 février 2026

La France est devenue le deuxième exportateur d'armes dans le monde

La France devient le deuxième exportateur mondial d'armes

Principaux exportateurs d'armes selon la part dans les exportations mondiales entre 2019 et 2023



Basé sur la taille/valeur des transferts d'armes indépendamment du prix d'achat.

Source : SIPRI




Ecrit par le 14 février 2026

La France est récemment devenue le deuxième exportateur mondial d'armes, derrière les États-Unis, selon le [rapport annuel](#) de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Au cours des cinq dernières années, soit entre 2019 et 2023, les États-Unis ont représenté 41,7 % du total des exportations d'armes dans le monde, la France 10,9 % et la Russie 10,5 %. La Chine (5,8 %) et l'Allemagne (5,6 %) complètent le top 5.

Avec des exportations d'armement qui ont augmenté de 47 % entre la période 2014-2018 et 2019-2023, la France est passée juste devant la Russie, dont les ventes d'armes à l'international ont chuté de moitié en valeur sur la même période. Alors que la Russie avait effectué des transferts d'armes vers 31 États en 2019, elle n'en a exporté que vers 12 en 2023.

Comme le rapporte SIPRI, la hausse substantielle des exportations françaises est principalement due aux livraisons d'avions de combat Rafale à l'Inde, au Qatar et à l'Égypte. « La France profite de la forte demande mondiale pour stimuler son industrie de l'armement par le biais des exportations », observe Katarina Djokic, chercheuse au SIPRI. Dans le détail, sur la période étudiée, environ les trois quarts des [exportations d'armes de la France](#) sont allées vers des pays du Moyen-Orient et de la région Asie-Pacifique.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

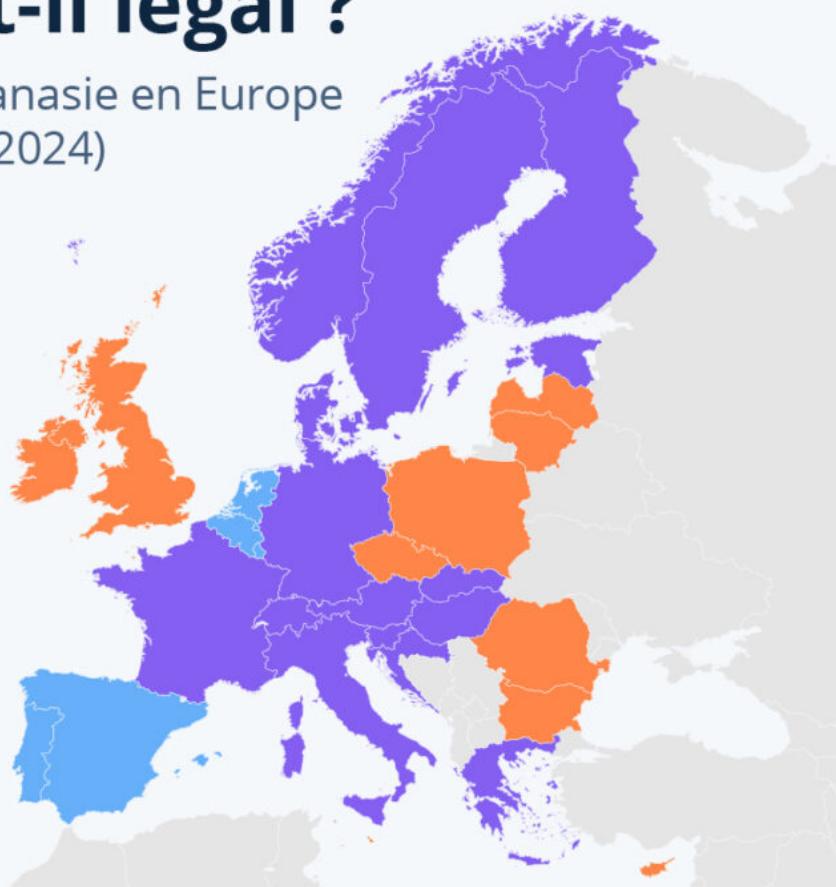
Où en Europe le « droit de mourir » est-il légal ?

Ecrit par le 14 février 2026

Où en Europe le "droit de mourir" est-il légal ?

Statut légal de l'euthanasie en Europe
(en date du 11 mars 2024)

- Euthanasie active légale
- Euthanasie passive* légale
- Euthanasie interdite et criminalisée



* Euthanasie passive/indirecte : décision d'arrêter d'essayer de prolonger la vie, par exemple en débranchant un respirateur.

Source : Toute l'Europe



statista

Au lendemain de l'interview du président de la République dans laquelle il l'évoquait, le Premier ministre, Gabriel Attal, a confirmé lundi 11 mars qu'un projet de loi pour une « aide à mourir » devrait être présenté en avril au Conseil des ministres, puis étudié à l'Assemblée à partir du 27 mai. Le texte prévoit d'offrir la possibilité « de demander une aide à mourir sous certaines conditions strictes » à certains patients atteints de maladies incurables, et, pour les patients dont la demande serait acceptée, ouvrirait

Ecrit par le 14 février 2026

la voie au suicide assisté ou possiblement à l'euthanasie.

Comme le monde notre carte, basée sur des données compilées par le site [Toute l'Europe](#), seuls cinq pays européens ont pour le moment légalisé l'euthanasie active, c'est-à-dire le fait de donner intentionnellement la mort à un patient afin de mettre fin à ses souffrances : les Pays-Bas depuis 2001, la Belgique depuis 2002, le Luxembourg depuis 2009, l'Espagne depuis 2021, et le Portugal depuis 2023. L'euthanasie active se différencie du suicide assisté, qui consiste à se donner soi-même la mort avec l'aide d'autrui, par exemple un médecin qui prescrirait les drogues nécessaires. Elle est également différente de l'euthanasie passive, ou « laisser mourir », qui consiste à cesser d'essayer de prolonger la vie d'un patient incurable en refusant l'acharnement thérapeutique. Celle-ci est autorisée en France depuis le vote de la loi Leonetti en 2005, ainsi que dans de nombreux autres pays européens, comme le Danemark ou la Grèce. Certains pays qui reconnaissent le droit à l'euthanasie passive autorisent également le suicide assisté : c'est le cas, par exemple, de l'Allemagne et de l'Italie.

L'euthanasie reste cependant complètement illégale, et parfois sévèrement pénalisée, dans plusieurs pays d'Europe. En Bulgarie, par exemple, l'aide au suicide est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à six ans de prison ; à Malte, la peine peut aller jusqu'à douze ans. Au Royaume-Uni, l'euthanasie peut être considérée, selon les circonstances, comme un homicide volontaire ou un meurtre, et elle est passible de la prison à vie.

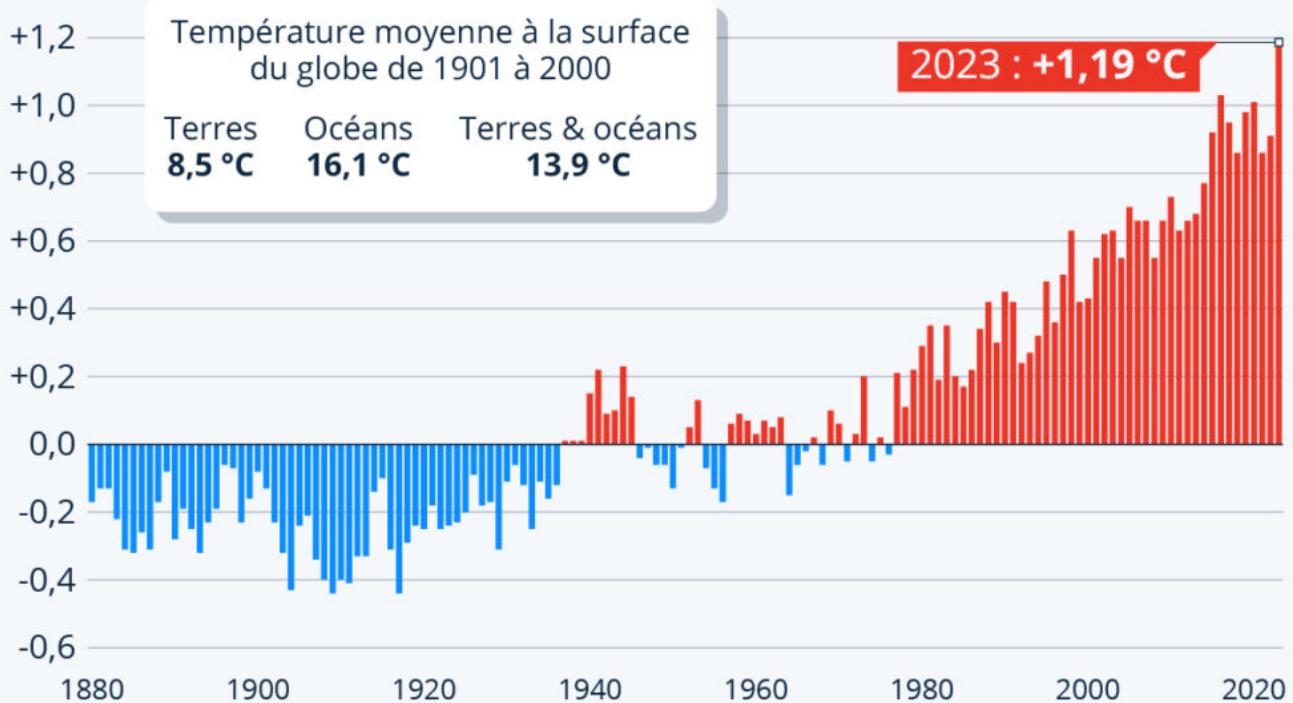
De Valentine Fourreau pour Statista

2023 a été l'année la plus chaude jamais mesurée

Ecrit par le 14 février 2026

2023, année la plus chaude jamais mesurée

Anomalies de température à la surface des terres et océans (en °C par rapport à la moyenne du 20e siècle)



Source : NOAA



Alors que la Cour des comptes déplore que les mesures mises en place par les villes Françaises pour s'adapter au dérèglement climatique soient largement insuffisantes, un [rapport](#) de l'Agence européenne de l'environnement (AEE) souligne que ses effets risquent d'impacter bien plus l'Europe dans les années à venir. L'Europe serait en effet le continent qui se réchauffe le plus vite, et risque de faire face à des risques climatiques majeurs si des mesures pour les atténuer ne sont pas mises en place rapidement. «

Ecrit par le 14 février 2026

La chaleur extrême, la sécheresse, les incendies de forêt et les inondations que nous avons connus ces dernières années en Europe vont s'aggraver, y compris dans les scénarios optimistes du réchauffement climatique, et affecteront les conditions de vie sur tout le continent », d'après l'AEE.

Comme le montre notre graphique, qui retrace les anomalies de température mondiale, sur terres et océans, par rapport à la moyenne du 20e siècle (basé les données de la [NOAA](#)), le réchauffement global tend à s'accélérer depuis une quarantaine d'années. Entre 2013 et 2022, la température moyenne mondiale a dépassé de 1,14 °C les niveaux de 1850-1900, et ce réchauffement s'accompagne d'une accélération de la montée du [niveau des océans](#), d'une [fonte record](#) des glaciers et de conditions météorologiques extrêmes. De nombreux experts estiment maintenant que l'objectif de l'Accord de Paris, à savoir ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement global par rapport à l'époque préindustrielle, n'est désormais plus atteignable. Selon le [rapporteur](#) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), François Gemenne, le seuil de 1,5 °C de réchauffement pourrait être franchi d'ici 2035.

De Valentine Fourreau pour Statista

Ramadan : la durée de la journée de jeûne selon les villes

Ecrit par le 14 février 2026

Ramadan : la durée du jeûne quotidien dans le monde

Durée moyenne de la journée de jeûne du Ramadan dans une sélection de villes en 2024*

 OS	Oslo	15 h 15 min
 LO	Londres	14 h 11 min
 IS	Istanbul	13 h 57 min
 AL	Alger	13 h 49 min
 PA	Paris	13 h 40 min
 NY	New York	13 h 38 min
 LM	La Mecque	13 h 30 min
 ME	Melbourne	13 h 25 min
 DA	Dakar	13 h 23 min
 JA	Jakarta	13 h 13 min



* Données pour le 25 mars 2024, soit environ à la moitié du Ramadan.

Source : Islamic Finder




Le mois le plus sacré de l'[islam](#), le Ramadan, a débuté ce lundi 11 mars en France, a annoncé la veille la Grande mosquée de Paris (GMP) dans un communiqué. Comme tous les ans, la date exacte n'est confirmée qu'à quelques jours de l'événement, lors de la « Nuit du doute. » La date de début du Ramadan n'est pas forcément unanime dans le monde et il arrive que des divergences voient le jour en fonction de l'observation de la Lune (à l'œil nu, à l'aide de la science astronomique, etc). La fin du Ramadan a, quant

Ecrit par le 14 février 2026

à elle, été fixée autour du mardi 9 avril.

Durant le Ramadan, manger, boire ou avoir des relations sexuelles ne sont pas permis pour les musulmans pratiquants entre le lever et le coucher du soleil. Si la pratique du jeûne quotidien peut s'avérer éprouvante en règle générale, elle peut l'être encore plus dans des pays nordiques comme la Norvège, où la durée du jour est particulièrement longue du printemps à l'été. À Oslo par exemple, il faudra attendre en moyenne plus de 15 heures entre le suhur (repas de l'aube) et l'iftar (repas de rupture du jeûne), selon les données du site [Islamic Finder](#) pour la date du 25 mars 2024, qui correspond environ à la moitié du ramadan. En comparaison, la durée du jeûne à cette date sera de 13 h 40 min à Paris, 13 h 30 min à La Mecque et 13 h 13 min à Jakarta en Indonésie.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les forces de l'ordre et la déontologie

Ecrit par le 14 février 2026

Les forces de l'ordre et la déontologie

Chiffres clés issus de l'étude "Déontologie et relations police-population" du Défenseur des droits

69,1 %

des policiers pensent que l'utilisation de plus de force que ce qui est prévu par les règles devrait être tolérée dans certains cas

45,7 %

 des agents se disent insuffisamment formés aux droits des citoyens

51,8 %

considèrent que mener à bien la mission est prioritaire

45,2 %

considèrent que respecter le règlement est plus important

Étude menée auprès de 1 600 gendarmes et policiers entre juin 2022 et mars 2023 dans sept départements de France métropolitaine.

Source : Défenseur des droits



statista 

Une [récente enquête](#) réalisée par des chercheurs du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) pour le Défenseur des droits met en lumière certaines attitudes dangereuses des [forces de l'ordre](#) vis-à-vis de la population et de la loi. L'étude, intitulée « Déontologie et relations police-population », a été réalisée entre juin 2022 et mars 2023 auprès de plus de 1 600 gendarmes et policiers dans sept départements de France métropolitaine. Les résultats sont inquiétants :

Ecrit par le 14 février 2026

54,8 % des répondants considèrent par exemple qu'il existe souvent une contradiction entre efficacité et respect du règlement, et 69,1 % des policiers pensent que l'utilisation de plus de force que ce qui est prévu par les règles devrait être tolérée dans certains cas. Une large majorité (80,5 %) considéraient cependant le fait de donner un coup non justifié à un suspect comme grave ou très grave.

Si 53,3 % des répondants estimaient que leur mission première consiste à arrêter les délinquants et faire respecter la loi, près de la moitié des agents (45,7 %) se disaient cependant insuffisamment formés aux droits des citoyens. Malgré des interactions largement positives avec la population (70,8 % des répondants disaient avoir été remerciés au moins une fois lors du dernier mois), seuls 23,8 % des policiers et 34,3 % des gendarmes disaient pouvoir faire confiance aux citoyens pour se comporter comme il faut. De plus, 47,3 % considéraient ne pas avoir à informer et justifier de leur action devant les habitants. De façon intéressante, une large majorité des personnes ayant pris part à l'enquête (78,9 % des gendarmes et 72,7 % des policiers) se disaient assez ou très satisfaits de leur poste actuel.

De Valentine Fourreau pour Statista

Comment les dépenses sociales ont évolué en France depuis 2000 ?

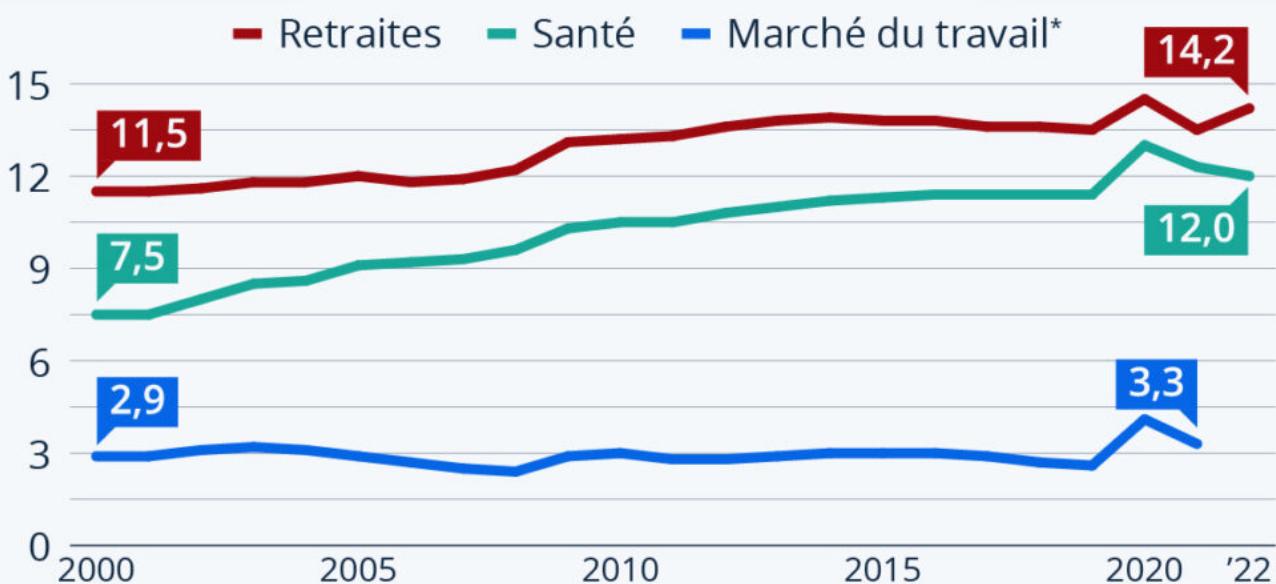
Ecrit par le 14 février 2026

L'évolution des dépenses sociales en France

Dépenses publiques de protection sociale exprimées en pourcentage du PIB (sélection de postes de dépenses)

Total en 2000 : 28,5 %

Total en 2022 : 32,2 %



* Inclut : services publics de l'emploi, formation, aides à l'embauche et à la création d'emplois, allocations de chômage. Dernière donnée disponible : 2021.

Sources : OCDE, Drees




Selon les chiffres publiés par la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees), la France dépensait l'équivalent de 32,2 % de son PIB pour les [prestations sociales](#) en 2022 (dernière année disponible), soit un chiffre supérieur de cinq points à la [moyenne de l'Union européenne](#) qui se situe à environ 27 % du PIB. Comme l'indique notre graphique basé sur les données de l'[OCDE](#) et de la [Drees](#), depuis le début du siècle, la part des dépenses sociales dans le PIB en France a augmenté de

Ecrit par le 14 février 2026

près de 4 points de pourcentage (contre une hausse de 2 points dans l'UE).

Dans le détail, ce sont les dépenses publiques de santé qui ont le plus augmenté, avec une part passée de 7,5 % à 12,0 % du PIB entre 2000 et 2022 (+4,5 points de pourcentage). De leur côté, les dépenses consacrées aux pensions de retraite étaient en hausse de près de 3 points depuis le début du siècle, atteignant 14,2 % en 2022. La hausse des dépenses dans ces deux postes est notamment liée au vieillissement de la population.

En comparaison, rapportées au PIB, les dépenses dédiées au marché du travail — incluant les services publics de l'emploi, la formation, les aides à l'embauche et à la création d'emplois, ainsi que les allocations chômage — sont restées relativement stables sur la période étudiée, soit autour de 3 % du PIB (hormis un pic à 4 % en 2020).

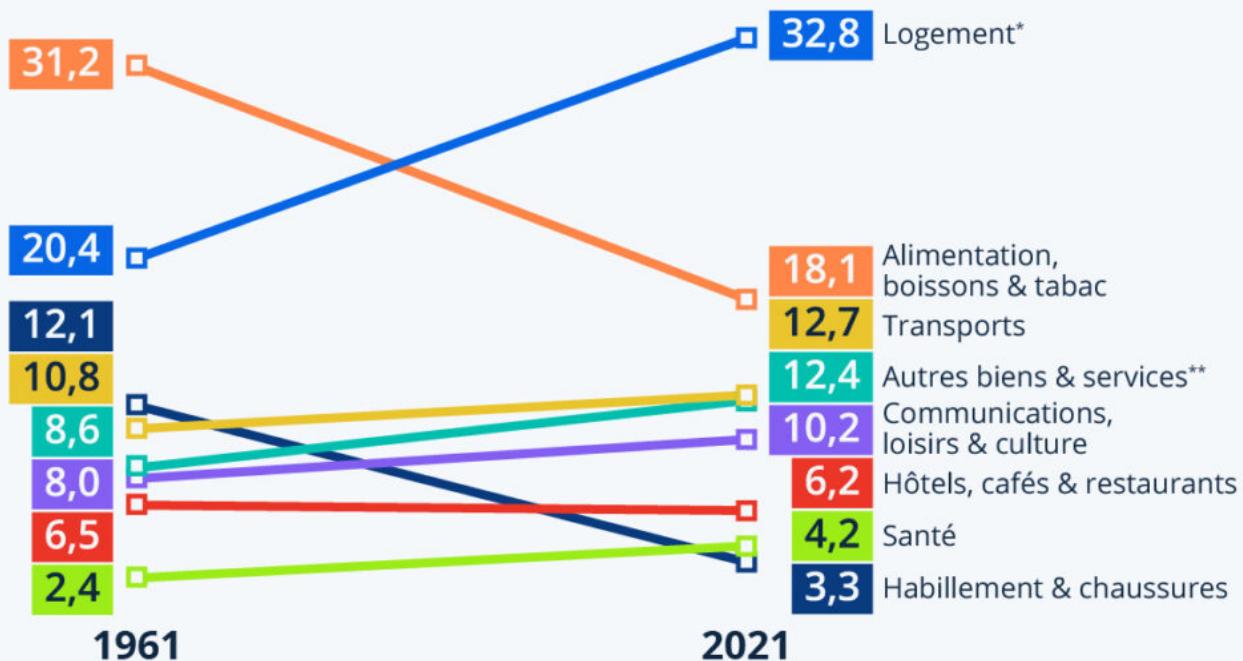
Il est important de noter que les pics de dépenses rapportées au PIB de 2009 et de 2020 correspondent à des années pour lesquelles le produit intérieur brut s'est fortement contracté, du fait respectivement de la crise financière mondiale et de la pandémie de Covid-19.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

La transformation des dépenses de consommation en France

La transformation des dépenses de consommation

Évolution des dépenses de consommation des ménages français par type depuis les années 1960, en % du total



* Inclut chauffage, éclairage et équipement domestique. ** Inclut éducation.

Source : Insee



statista 

Lors du Salon de l'agriculture la semaine dernière, le chef de l'État Emmanuel Macron avait démenti une citation qui lui avait été attribuée par le journal La Marseillaise : « Les smicards préfèrent des abonnements VOD à une alimentation plus saine », assurant n'avoir jamais employé « une formule comme celle-ci ». Mais il avait ajouté : « Le problème que nous avons dans notre pays aujourd'hui, c'est que la part du revenu que les Français allouent à l'alimentation, en trente ans, elle a baissé. C'est-à-dire

Ecrit par le 14 février 2026

que les gens, ils dépensent plus d'argent pour le logement, pour les abonnements téléphoniques, pour des voyages, pour la télévision. Le mode de vie a changé. » Une polémique qui a notamment valu au président français des accusations de « mépris de classe. »

Comme le révèlent les données de l'[Insee](#), la part de l'[alimentation](#) dans le budget de consommation moyen des Français a en effet nettement diminué au cours des dernières décennies. La part des dépenses d'alimentation, boissons et tabac est ainsi passée de 31 % du budget au début des années 1960, à 18 % de nos jours. Néanmoins, elle reste le deuxième poste de dépenses devant les transports (près de 13 %). Ce n'est pas le seul type de dépenses à avoir drastiquement baissé : l'[habillement et les chaussures](#), qui comptaient pour 12 % du budget moyen à l'époque, n'en représentent plus qu'environ 3 % de nos jours.

Parallèlement, comme le met en avant notre graphique, ce sont [surtout les dépenses liées au logement](#) — incluant chauffage, éclairage et équipement — qui ont pris le plus de poids dans le budget, avec une part qui est passée d'environ 20 % à 33 % des dépenses moyennes de consommation sur la période étudiée. En comparaison, le poste de dépenses des transports (+1,9 point de pourcentage), celui des communications, loisirs et culture (+2,2 points), celui de la santé (+1,8 point), ainsi que celui des autres biens et services (+3,8 points), affichent une hausse moyenne dans le budget nettement moins importante depuis les années 1960.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Où les travailleurs sont-ils les mieux (et les moins bien) protégés ?

Ecrit par le 14 février 2026

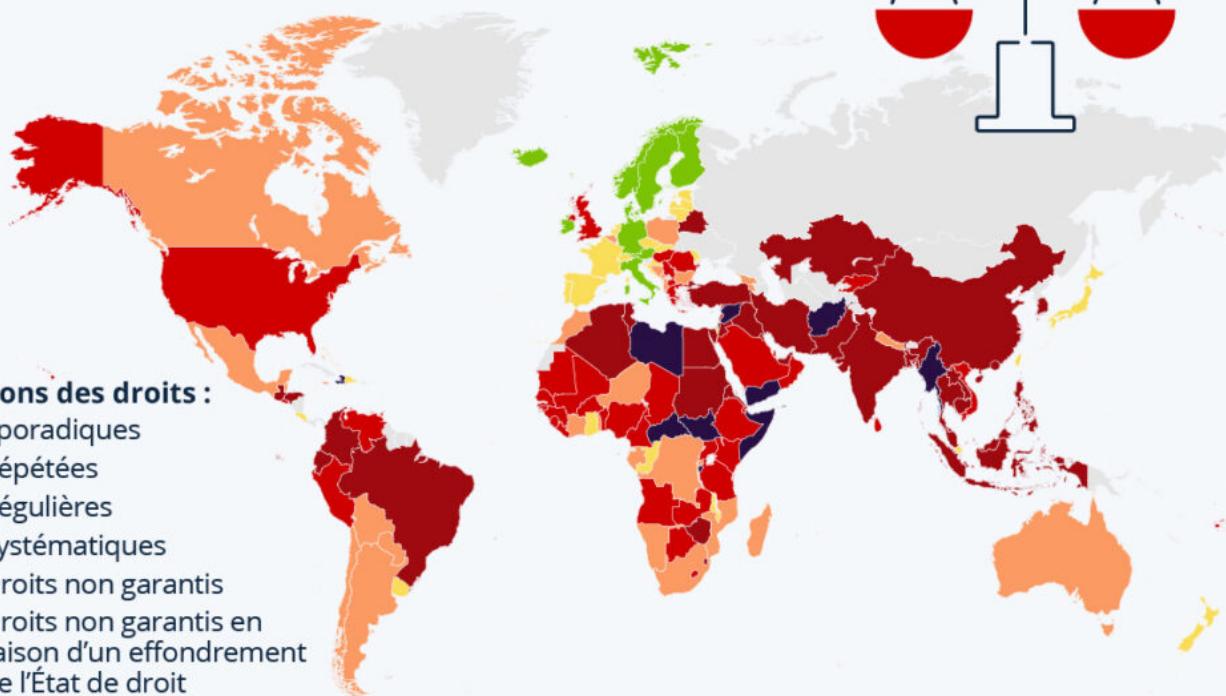
Droits des travailleurs : un état des lieux mondial

Évaluation des droits des travailleurs par pays, selon le Global Rights Index 2023



Violations des droits :

- 1 █ Sporadiques
- 2 █ Répétées
- 3 █ Régulières
- 4 █ Systématiques
- 5 █ Droits non garantis
- 5+ █ Droits non garantis en raison d'un effondrement de l'État de droit



Basée sur la liberté d'association, le droit à la négociation collective et le droit de grève (1 = violations sporadiques, 5 = aucune garantie des droits).

Source : Confédération syndicale internationale (CSI)




Selon la dernière étude de la [Confédération syndicale internationale](#) (CSI), les dix pays les plus défavorables aux travailleurs en 2023 étaient le Bangladesh, la Biélorussie, l'Équateur, l'Égypte, l'Eswatini, le Guatemala, le Myanmar, la Tunisie, les Philippines et la Turquie. La CSI a évalué 149 pays sur la base de la liberté d'association, du droit à la négociation collective et du [droit de grève](#), sur une échelle de 1 (= violations sporadiques) à 5 (= aucune garantie des droits en raison de l'effondrement de

Ecrit par le 14 février 2026

l'État de droit).

Comme le met en avant notre carte, de nombreux pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie ont été classés dans les deux catégories les plus basses en matière de droits des travailleurs, indiquant que ces derniers n'y sont tout simplement pas garantis. On y trouve notamment des pays dans lesquels un effondrement général de l'État de droit a été constaté. L'Afghanistan, le Yémen, la Libye et la Somalie en sont des exemples. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont obtenu le plus mauvais score régional sur l'indice de la CSI, avec une moyenne de 4,53, suivis de la région Asie-Pacifique avec 4,13.

Néanmoins, des violations des droits des travailleurs sont constatées partout dans le monde. La CSI considère par exemple les États-Unis et l'Australie comme des pays où les droits des travailleurs sont systématiquement violés. Le « pays de la liberté » est ainsi moins bien loti dans ce domaine que son voisin du sud, le Mexique. Dans l'ensemble, le tableau est plutôt effrayant : 87 % des pays ont violé le droit de grève de leurs travailleurs en 2023, contre 63 % en 2014. Toujours selon le rapport, des travailleurs ont été victimes de violences dans 30 % des pays et des syndicalistes ont été assassinés dans huit pays l'an dernier, la Colombie étant le pays le plus dangereux à cet égard.

En comparaison avec le reste du monde, l'Europe protège relativement mieux les droits des travailleurs. Tous les pays classés par la CSI dans la meilleure catégorie de l'évaluation s'y trouvent et la note moyenne de la région était de 2,56 en 2023. Les nations scandinaves, en particulier, se distinguent par des [conditions de travail](#) plutôt favorables, même si des violations sporadiques des droits s'y produisent également. Avec des violations répétées constatées, la France n'est en revanche pas classée dans la meilleure catégorie de l'indice, au même titre que des pays comme l'Espagne et la Suisse (violations répétées) ou le Royaume-Uni et la Belgique (violations régulières).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Assurance chômage : quels pays sont les plus généreux en Europe ?

Ecrit par le 14 février 2026

Le montant de l'assurance chômage en Europe

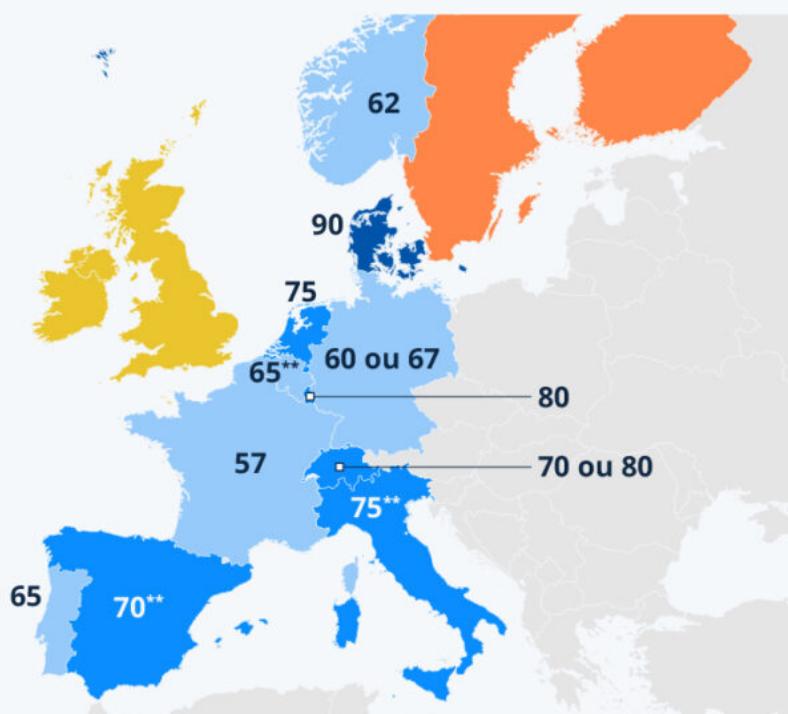
Montant de l'indemnité chômage en pourcentage du salaire de référence ou montant forfaitaire/de base en 2023*

- > 80 %
- 70-80 %
- 57-69 %
- Montant forfaitaire

76 à 95 €/semaine au R.U.
et 99 à 220 €/semaine en Irlande

- Assurance de base

37 €/jour en Finlande
et 1 009 €/mois en Suède



* La durée d'indemnisation varie en général de 6 à 24 mois (sauf Belgique : en principe illimitée).

** Système d'indemnités dégressif.

Source : Unédic



statista 

Après deux réformes entrées en vigueur en 2021 et 2023, l'[assurance chômage](#) reste dans le viseur du gouvernement français. Lors d'un entretien le mardi 27 février 2024, le Premier ministre Gabriel Attal a promis de « continuer à réformer » afin de « réduire nos déficits ». À cet égard, il s'est dit favorable à ce qu'on « rouvre le chantier » de l'assurance chômage afin d'avoir « un modèle social qui incite davantage à l'activité ».

Ecrit par le 14 février 2026

Le modèle français d'assurance chômage a longtemps été perçu comme le plus généreux en Europe, mais qu'en est-il vraiment aujourd'hui ? Comme le révèlent les données compilées par l'[Unédic](#), qui a comparé l'assurance chômage dans quinze pays européens en 2023, sur le volet du montant de l'indemnité, la France ne fait pas partie des meilleurs élèves.

L'assurance chômage en France assure 57 % du salaire journalier de référence, soit un taux nettement inférieur à celui pratiqué au Danemark, pays le plus généreux avec une indemnité couvrant 90 % du salaire de référence, au Luxembourg (80 % du salaire de référence brut), en Suisse (70 ou 80 %), au Pays-Bas (75 %) ou encore en Italie (75 % et dégressif à partir du 6e mois : -3 % par mois). À l'image de l'Italie, deux autres pays ont fait le choix d'une allocation dégressive pour les demandeurs d'emploi : l'Espagne avec 70 % du salaire de référence pendant les 180 premiers jours puis 60 % ensuite, ainsi que la Belgique, où le taux s'élève à 65 % pendant les trois premiers mois avant de diminuer en plusieurs phases (selon la situation personnelle).

Comme le met en avant notre carte, la Suède, la Finlande, le Royaume-Uni et l'Irlande se démarquent, puisque dans ces pays le montant de l'assurance [chômage](#) n'est pas fixé en fonction du salaire de référence. En Suède et en Finlande, on trouve une assurance de base de respectivement 1009 euros et 1110 euros par mois. Tandis qu'outre-Manche, il s'agit d'un forfait qui peut monter jusqu'à 880 euros par mois en Irlande et jusqu'à 380 euros mensuels au Royaume-Uni. Le régime britannique apparaît ainsi comme le moins généreux pour le montant de l'assurance chômage.

Quant à la durée d'indemnisation, elle varie en général de 6 à 24 mois selon les pays et la situation des demandeurs d'emploi, sauf en Belgique, où elle est en principe illimitée. En France, la durée maximale d'indemnisation peut aller jusqu'à 2 ans environ, et ce chiffre est similaire en Espagne, en Allemagne et au Danemark par exemple. En revanche, la durée maximale de versement des allocations est inférieure au Portugal (18 mois), au Luxembourg (12 mois), en Irlande (9 mois), au Royaume-Uni (6 mois) et en Suède (300 jours ou 450 jours si enfant à charge).

De Tristan Gaudiaut pour Statista